

COMPTE-RENDU KHÔLLE D'ACTUALITE

23/11/22 – gpe L+D*' : Baptiste Dehay, Julie Darracq, Ali Sebti

Sujet : L' Angola : un Etat rentier entre continuité et rupture.

Introduction : L'Angola est un pays de l'Afrique australe, situé au nord de la Namibie et au sud de la République démocratique du Congo. Ce pays se situe sur la façade atlantique de l'Afrique, dans le golfe de Guinée, d'où le pays tire le plus de ses rentes pétrolières. La langue nationale officielle est le portugais, étant donné que le pays est une ancienne colonie portugaise.

Problématique et annonce du plan auraient été bienvenues.

Problématique possible : Où en est la transformation du modèle économique angolais ? (mais pour arriver à cette problématique, il aurait fallu auparavant, dans l'intro, présenter le passé récent de l'Angola.

1) Un Etat rentier, qui profite de ses richesses naturelles

L'Angola est un pays producteur de matières premières, notamment des hydrocarbures et des pierres précieuses.

Le PIB par habitant était de 2 137\$ en 2021. (FMI)

Les années de forte croissance économiques se sont aussi accompagnées d'un élargissement de la fracture sociale : entre 2003 et 2008, lorsque le PIB a progressé de 17% en moyenne, les inégalités dans la distribution du revenu se sont accentuées avec l'accumulation de très grandes fortunes appartenant à une petite élite politique et entrepreneuriale. Il y a donc eu une croissance sans développement.

L'Angola est à la septième place au palmarès des producteurs de l'OPEP en 2022, devant le Nigeria, mais derrière les pays du golfe et le Venezuela. Le pétrole fournit à l'Etat angolais 70% de ses revenus. Or ce pétrole n'est pas raffiné dans le pays – en raison d'un manque de développement du tissu industriel angolais dans le secteur - ce qui n'apporte que des revenus faibles, contrairement à un pétrole raffiné.

Economie du pays dépend totalement du secteur pétrolier (95% des exportations et 40% du PIB) => pays vulnérable aux variations du prix du pétrole brut.

Actu : Premier producteur de pétrole brut en Afrique devant le Nigeria, à hauteur de 1,2 million de barils par jour, l'Angola a annoncé (nov. 2022) la découverte de nouvelles ressources pétrolières dans le bloc 15 (*offshore*), exploré par ExxonMobil.

Autres atouts

*3^e producteur de diamant du continent. Gd potentiel minier : réserves de cuivre, de minerai de fer, de plomb, de manganèse, de nickel.

*Possibilités hydroélectriques. En 2017, inauguration de l'un des plus grands barrages d'Afrique à Lauca. Récemment, une entreprise chinoise a concrétisé un important investissement destiné à accroître l'électrification du pays.

*Si la tendance continue, l'année 2022 pourrait consolider la reprise constatée en 2021. Cette année-là a en effet été marquée par un retour de la croissance et des excédents budgétaires confortables, selon une note de l'Agence française de développement (AFD) publiée au mois de juin. La dette, qui était de 135% du PIB fin 2020, a aussi baissé à 85% fin 2021.

Le marché noir est important et, en 2018, représente 90% des activités économiques du pays. Comme le reste de l'Afrique australe, le pays est exposé depuis plusieurs années à des épisodes de sécheresse qui affectent la production agricole et menacent la sécurité alimentaire des populations.

Les petits éleveurs sont en outre chassés de leurs terres par les grands propriétaires et se retrouvent dans une situation de grande pauvreté, exposés à la faim et aux maladies. Pourquoi ds cette partie ?

En ce qui concerne les liens entre l'Angola et la Chine, la relation s'est quelque peu détériorée depuis l'élection de João Lourenço. Luttant contre une corruption qui gangrène l'Etat angolais, le président a dû mettre fin à certains accords et conventions établis avec la Chine et les entreprises chinoises implantées en Angola, comme la Sinopec, qui exploite en partie les gisements offshore angolais. Les projets d'infrastructure et de logements ont été stoppés, les IDE chinois ont diminué de moitié en 3 ans, et la diaspora chinoise est vue d'un mauvais œil aujourd'hui par la population angolaise ; la situation est donc bien différente de celle des années 2000/2010, caractérisées par une affection particulière pour l'aide financière chinoise dans le développement du pays et les multiples projets de routes, ponts, voies ferrées...

Pour autant, la Chine reste le principal importateur du brut angolais (=> en + de la dépendance au pétrole, dépendance à la Chine).

II) Une situation politique qui tente de faire croire en un futur meilleur

L'Angola est une république à régime présidentiel multipartite, où le président occupe à la fois la fonction de chef de l'État et chef du gouvernement. L'Angola est passé de la République populaire d'Angola, un régime de parti unique marxiste-léniniste gouverné par le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) à un régime multipartite à la suite de la révision constitutionnelle et des élections de 1992. Le président José Eduardo dos Santos Joaquim remportait alors le premier tour avec 49 % des voix face à Jonas Savimbi (40 %).

Il n'y eut pas de second tour et la guerre civile reprit. La guerre civile, qui dura 26 ans, a mis à mal les institutions politiques et sociales du pays. L'ONU estime à 1,8 million le nombre de personnes déplacées à l'intérieur des frontières, et à 4 millions le nombre total de victimes.

Tout le début de cette 2^e partie serait mieux placé (en résumé) ds l'intro.

La situation économique favorable permettrait de soutenir les institutions sociales mais, de fait, les hôpitaux et les écoles manquent d'équipement, et l'État ne fournit pas à ses employés les moyens nécessaires pour accomplir leurs tâches. Si constitutionnellement, l'Angola est une démocratie, dans les faits il s'agit d'un parti-État qui tient le pays sous sa coupe, avec à sa tête le président et une forte corruption.

Toutefois, depuis l'arrivée de João Lourenço à la tête de l'Etat angolais, l'espoir plane sur l'Angola. En effet, le président actuel a mené campagne avec un slogan : « Avec la force du passé et du présent, construisons un futur meilleur ! ». Dès son arrivée à Luanda, il se lança dans une politique de lutte anti-corruption, dont le symbole est la recherche active de la femme de l'ancien président de l'Angola, Isabel Dos Santos, la femme la plus riche d'Afrique, qui est recherchée aujourd'hui pour être jugée pour corruption et prise illégale d'intérêts, mais en exil actuellement.

De plus, Lourenço joue sur les relations dont dispose l'Angola, historiques et institutionnelles. Grâce à son passé portugais, l'Angola jouit d'une alliance forte avec le Portugal de Antonio Costa et le Brésil de Lula, qui sont de puissants soutiens politiques, militaires et économiques, garantissant l'intégrité de l'Angola, et permettant d'exporter ses marchandises vers ces pays.

De surcroît, l'Angola dispose d'une bonne image diplomatique, avec un système démocratique fonctionnel, une image culturelle attractive et un réseau diplomatique bien implanté dans les pays du

monde et au sein des instances de gouvernance internationale (ONU...). Ainsi, malgré quelques défauts notables du système angolais, le mandat de Lourenço annonce un futur stable et prospère à l'Angola sur la scène diplomatique mondiale, avec un président dynamique et ouvert à l'international.

III) Mais des difficultés internes qui expliquent la stagnation de la croissance angolaise

Les crises économiques et sociales et les violations des droits humains ont attisé les manifestations, qui se sont multipliées à travers l'Angola. Les forces de sécurité ont cependant renforcé leurs opérations dans tout le pays afin d'éviter que de tels rassemblements se produisent. Par exemple, le 4 février 2021, à Luanda, la police a empêché des membres du mouvement Société civile contestataire de manifester pacifiquement en faveur d'un renouvellement politique, alors que le parti du gouvernement, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), était au pouvoir depuis 45 ans. Le 21 août 2021, la police a une nouvelle fois empêché des groupes de la société civile d'organiser une manifestation à Luanda. Ces collectifs, qui s'étaient regroupés au sein du Mouvement Angola uni, protestaient pacifiquement contre les violations des droits humains et l'aggravation de la misère économique et sociale. Ils défendaient aussi le Front patriotique uni, une initiative récemment annoncée, qui visait à rassembler des partis d'opposition en vue d'affronter le MPLA lors des élections de 2022.

Pétrole ne profite qu'à une faible part de la population. L'Etat ne peut par ailleurs fournir de l'électricité qu'à 35% des Angolais => 17 millions de personnes sans accès, principalement ds les zones rurales.

La hausse du coût de la vie et les effets dévastateurs de la pandémie du COVID-19 sur le plan économique et social restaient préoccupants. Ainsi la population, premièrement la jeunesse, a davantage pris conscience des inégalités économique en découvrant le constat révoltant entre les personnes affamées dans les zones rurales, en particulier celles du sud du pays et l'opulence de la capitale (Luanda).

Les forces de sécurité ont eu recours à une force excessive pour réprimer les manifestations pacifiques, faisant des dizaines de morts parmi les manifestants.

À cause de la sécheresse, ainsi que de l'occupation illégale de pâturages communautaires par des exploitations commerciales, les communautés pastorales ont eu plus de mal à produire de la nourriture pour leur propre compte. Des données indiquaient que les faibles précipitations avaient engendré la pire sécheresse depuis 40 ans et que la malnutrition était à son paroxysme, par manque de nourriture, d'eau et d'installations sanitaires sûres, une situation dont souffraient en premier lieu les femmes, les enfants et les personnes âgées.

Les pénuries d'eau extrêmes dans les provinces du sud du pays, où vivaient la plupart des communautés pastorales, ont nuit particulièrement aux femmes et aux filles, qui devaient parcourir de longues distances et passer beaucoup de temps à chercher de l'eau. Les populations étaient en concurrence avec les animaux domestiques et sauvages pour trouver de l'eau boueuse insalubre, dans des cuvettes et mares naturelles.

La pandémie de COVID-19 et les restrictions qui en ont résulté ont aggravé les conséquences de décennies de sous-financement des services. Cela s'est surtout vu dans le secteur de la santé, qui était au bord de l'effondrement. La vague de protestation de l'Ordre des médecins d'Angola est restée sans réponse.

Conclusion :

En définitive, l'Angola est un cas type des pays africains qui tombent dans le piège des pays rentiers, avec une industrie embryonnaire, un développement économique et social minime, et des inégalités croissantes au sein de la population. Reste à savoir si l'actuel président Lourenço va réussir à effectuer un tournant pour l'Angola, en industrialisant le pays et optant pour un Etat plus interventionniste dans l'économie nationale.

Sources :

Radio France : <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-enjeux-internationaux/en-angola-l-alternance-n-aura-pas-lieu-4237201>

IFRI : <https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/lafrique-questions/portugal-lafrique-lusophone-relations-post>

JeuneAfrique : https://www.jeuneafrique.com/?utm_source=google.com&utm_campaign=promo_acqui_sp_grp_actualite_2022&utm_medium=cpc&utm_content=esv&gclid=Cj0KCQiA4OybBhCzARIsAlcfn9l8A63dzNVclkd7o46MMdZXui9hyNid07XjoebTwrYugghDOh_hhcaAkqBEALw_wcB

Dessous des cartes : <https://dai.ly/x3k6njj>

<https://www.euro-petrole.com/sonangol-ei-1275-sc-1>

Annexe → zoom sur l'économie angolaise

Rédigé par Ali Sebti, Julie Darracq, Baptiste DEHAY